

[L'agriculture française face à de graves problèmes de stratégie - Contrepoints](#)

L'agriculture française face à de graves problèmes de stratégie

[Claude Sicard](#)

Le « sursaut agricole » promis par Gabriel Attal n'advient pas si le gouvernement freine l'industrialisation de l'agriculture française.



Source : Wikimedia Commons

Publié le 24 février 2024

Le [Salon de l'agriculture s'est ouvert à Paris le 24 février](#). Nous sommes dans l'attente des réponses que le gouvernement va donner aux agriculteurs, suite à la révolte qui a éclaté dans ce secteur en janvier dernier. Pour la déclencher, il a suffi d'une simple augmentation du prix du GNR, le gas-oil utilisé pour leurs exploitations, et elle a embrasé subitement toute la France.

Tous les syndicats agricoles se sont entendus pour mobiliser leurs troupes, et des quatre coins du pays, des milliers de tracteurs ont afflué vers Paris pour tenter de [bloquer le marché de Rungis](#) qui alimente la capitale. Jamais encore on avait vu une révolte d'une telle ampleur dans ce secteur. Nos agriculteurs considèrent que leur situation n'est plus tenable et qu'ils sont délaissés par les gouvernants.

Ils veulent donc se faire entendre, et pour cela ils ont décidé d'agir très vigoureusement en voulant mettre le gouvernement au pied du mur. Ils se plaignent de ne pas parvenir à gagner leur vie malgré tout le travail qu'ils fournissent. Leur revendication est simple : « nous voulons être payés pour notre travail ». Ils expliquent que leur métier est très contraignant, les obligeant à se lever tôt, faire de longues journées de travail, et prendre très peu de vacances. Ils se révoltent pour que, collectivement, des solutions soient trouvées à leurs problèmes. Des barrages routiers ont été érigés à travers tout le pays.

Un parallèle peut être fait avec le secteur industriel : après s'être mis en grève sans succès pour obtenir des augmentations de salaire, les ouvriers vont occuper leur usine alors que leur entreprise est en train de déposer son bilan.

Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes confrontés à des problèmes sans solution, des personnes désespérées qui n'ayant plus rien à perdre.

Pourquoi le secteur agricole français est-il dans une telle situation ?

Des chiffres alarmants

Que s'est-il donc passé ? On avait jusqu'ici le sentiment que la France était toujours une grande nation agricole, la première en Europe. Les agriculteurs nous disent maintenant qu'ils ne parviennent pas à gagner leur vie. Ils

sont au bord du désespoir, et effectivement, un agriculteur se suicide chaque jour, selon la Mutualité sociale agricole.

Un premier constat : [le pays a perdu 100 000 fermes en dix années](#), parmi lesquelles beaucoup d'exploitants qui ne parviennent pas à se rémunérer au SMIC, la survie de l'exploitation étant assurée par des aides de l'Europe via la PAC, et par le salaire de l'épouse lorsqu'elle travaille à l'étranger.

Un deuxième constat : 20 % de ce que nous consommons quotidiennement provient de produits importés. En effet, les importations agricoles augmentent dans tous les secteurs :

50 % pour le poulet

38 % pour la viande de porc

30 % pour la viande de bœuf

54 % pour le mouton

28 % pour les légumes

71 % pour les fruits (dont 30 % à 40 % seulement sont exotiques)

Notre agriculture est-elle donc à ce point incapable de pourvoir à tous nos besoins alimentaires ?

Par ailleurs, les Pays-Bas et l'Allemagne devancent maintenant la France dans l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires, alors qu'elle était jusqu'ici en tête.

Un [rapport du Sénat](#), du 28 septembre 2022 tire la sonnette d'alarme :

« La France est passée en 20 ans du deuxième rang au cinquième des exportateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires [...] L'agriculture française subit une lente érosion. La plupart des secteurs sont touchés : 70 % des pertes de parts de marché s'expliquent par la perte de compétitivité de notre agriculture ».

Il s'agit donc de problèmes de compétitivité, et donc de stratégie qui n'ont pas été traités en temps voulu dans chacun des secteurs, ni par les responsables syndicaux ni par les pouvoirs publics.

Des problèmes de stratégie non résolus

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'agriculture française s'est effectué sans que les dirigeants des divers secteurs d'activité aient développé la moindre stratégie pour guider leur action.

L'agriculture française avait alors un urgent besoin de se moderniser : augmentation de la taille des exploitations, mécanisation des cultures, recours aux engrais et aux produits phytosanitaires, amélioration de la formation des agriculteurs.

Mais elle a évolué homothétiquement par rapport au passé, sans aucune pensée stratégique de la part des instances gouvernementales en charge de ce secteur.

Aujourd'hui, les exploitations sont plus grandes qu'autrefois (69 Ha en moyenne), mais ne permettent pas aux exploitants de gagner leur vie correctement. Ils ont pu survivre grâce aux aides européennes via le mécanisme de la Politique agricole commune (PAC) mis en place en 1962, avec pour objectif d'obtenir l'autosuffisance alimentaire de l'Union européenne. La France est [le pays qui a le plus bénéficié de ces aides](#), soit 9,5 milliards d'euros en 2022, accordées au prorata des surfaces. L'objectif d'autosuffisance de l'Europe a bien été atteint, mais ces aides n'ont fait que retarder le moment de se poser des questions sur la façon de faire évoluer chacune des branches de notre agriculture pour rendre nos productions concurrentielles. On ne peut rien faire de bon avec des exploitations de 69 Ha : elles sont soit trop grandes soit trop petites si on reste bloqués sur les manières de cultiver d'autrefois.

Les exemples hollandais et danois

Nos voisins ont généralement bien mieux résolu leurs problèmes, tout spécialement [les Pays-Bas](#) et le Danemark.

Le cas de la Hollande

Malgré la dimension très faible de son territoire, les Pays-Bas sont devenus de très gros exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires. Les exploitants sont intégrés verticalement au sein d'organismes qui assurent la commercialisation.

Les Pays-Bas ont résolu le problème des petites exploitations en les équipant de serres où tous les paramètres (chaleur, lumière et humidité) sont contrôlés en permanence par des ordinateurs. C'est ainsi que sont équipés les maraîchers et les horticulteurs. Il s'agit d'une agriculture de précision, numérique : la région du Westland, notamment, est couverte de serres équipées de lampes led, au spectre lumineux spécifique.

La Hollande est devenue le numéro un mondial dans le domaine de l'horticulture : elle détient 60 % du commerce mondial des fleurs. Royal Flora Holland est le leader mondial de la floriculture avec plus de 10 millions de fleurs et plantes vendues chaque jour. Au plan technique, les Hollandais sont très avancés, et le salon GreenTech à Amsterdam rencontre chaque année beaucoup de succès. Par exemple, dans le domaine floral, les Hollandais ont réussi à créer des roses noires, des rosiers sans épines, des roses qui ne fanent pas, etc. Dans le même temps, la France a perdu 50 % de ses exploitations horticoles en dix ans, et 90 % en 50 ans.

Le cas du Danemark

Le Danemark s'est spécialisé dans la production porcine et l'agrobiologie.

Ce petit pays est devenu le second exportateur mondial de porcs, après les États-Unis, les exportations représentant 90 % de la production nationale. Ramenées à la population du pays, les exportations représentent 338 kg/habitant au Danemark, contre 167 kg pour l'Allemagne qui est aussi un très gros exportateur de porcs, et 7 kg pour la France.

La qualité des porcs danois est mondialement réputée, et la productivité des truies est exceptionnelle : 33,6 porcelets sevrés en moyenne par truie. Aussi, DanBred, le grand spécialiste danois de la génétique porcine, vient de s'installer en France (à Ploufragan, en Bretagne) pour aider les producteurs bretons de porcs à améliorer leur productivité. Le porc danois est appelé « cochon à pompons » (pie noir) : c'est un animal musclé, très rustique, et particulièrement prolifique.

Le problème français

Dans le cas de l'agriculture française, la question de l'orientation à donner à chacun des grands secteurs de notre agriculture n'a jamais été posée.

Ni les ministres successifs, ni les dirigeants de la FNSEA, le principal organisme syndical des agriculteurs français, n'ont envisagé d'élaborer une stratégie pour chacun des grands secteurs, c'est-à-dire faire des choix en raisonnant en stratégies. On a laissé les choses aller d'elles-mêmes, et on a abouti aux résultats constatés aujourd'hui.

Deux secteurs seulement ont une stratégie précise de différenciation : la viticulture et la fromagerie.

Dans ces deux secteurs, les produits sont très différenciés de ceux de leurs concurrents, et cette différenciation choisie est reconnue mondialement. Les vins français sont réputés et se vendent sur les marchés étrangers à des prix supérieurs à la concurrence. Les fromages français sont très différenciés de leurs concurrents, la façon de les produire est réglementée par la profession, et chaque terroir procède à des actions de promotion nécessaires pour en assurer la promotion.

Dans tous les autres secteurs, il n'y a pas de stratégie, ou du moins ils sont acculés à mener une stratégie de coût sans l'avoir délibérément choisie, donc le dos au mur.

Les pouvoirs publics vont devoir comprendre pourquoi. Nous donnerons deux exemples illustrant ce manque de pertinence dans la façon d'opérer.

Le secteur laitier

Aujourd'hui, [dans ce secteur](#), la norme est à des gigafermes de 1000 vaches laitières, c'est la dimension qu'il faut atteindre pour être compétitif. Ce sont des stratégies de coût. Cette manière de produire du lait de vache est venue des États-Unis, où toutes les fermes laitières ont cette dimension, et parfois bien plus encore. Cette norme s'est imposée en Europe, notamment en Allemagne, avec les vaches Holstein, une race particulièrement productive en lait, et dont la mamelle est adaptée à la traite mécanique.

En France, il n'y a aucune [ferme laitière de 1000 vaches](#). Michel Ramery, un industriel du bâtiment (classé 387e fortune française), a tenté cette aventure, mais a du finalement y renoncer. En 2011, il a voulu créer une mégaferme laitière de 1000 vaches dans la Somme : l'administration a donné son accord, mais très vite des obstacles ont surgi, à commencer de la part de la Confédération paysanne qui refuse l'industrialisation de l'agriculture. La population locale s'est également dressée contre ce projet, suivie de l'opinion publique, puis Ségolène Royal et le ministre de l'Agriculture de l'époque, Stéphane Le Foll, qui a déclaré : « Ce projet est contraire à l'orientation du gouvernement ». Finalement, Michel Ramery, qui avait réduit son projet à 500 ou 600 vaches laitières, déçu et las de tous ces combats stériles, a fermé son exploitation.

En France, les fermes laitières sont familiales, elles élèvent 80 à 100 vaches, quelques rares exploitations 250 ou 300 laitières. Les coûts de production sont donc élevés.

Le [rapport de l'European Milk Board](#) de 2019 donne les chiffres suivants :

52,54 cent/kg en France

47,44 cent/kg en Allemagne

44,54 cent/kg en Hollande

41,44 cent/kg au Danemark

La France importe donc de plus en plus de lait, [comme le note l'IDELE](#) dans son numéro 537 de février 2023 : « Les importations ont explosé en 2022, +38 % par rapport à 2021 ».

Toutefois, nous restons des exportateurs importants de produits dérivés du lait.

Le secteur de la production porcine

L'Europe est un très gros consommateur de viande porcine. Les deux plus gros producteurs sont l'Allemagne, avec 5,2 MT, et l'Espagne avec 4,6 MT. La France vient en troisième position, loin derrière, avec 2,2 MT seulement.

Selon [Pleinchamp](#) :

« La filière porcine est structurellement déficitaire sous l'effet d'un déséquilibre entre l'exportation de produits bruts et l'importation de produits transformés ».

Nous nous approvisionnons tout spécialement en Espagne, qui a développé spectaculairement le domaine du porc ces dernières années, et qui exporte maintenant 60 % de sa production.

Nos éleveurs se sont bien sûr modernisés et spécialisés, mais la moyenne, en Bretagne (région spécialisée dans le porc) est de 3000 têtes/exploitation, contre 5200 au Danemark. En Espagne, 2000 exploitations ont même plus de 8000 cochons, et au Danemark, 4 % des exploitations ont plus de 10000 porcs.

Selon un article de 2012 de [Viandes et Produits carnés](#) :

« La filière porcine française est à la peine : elle a un urgent besoin de stratégies concertées faisant appel à des investissements importants au niveau agricole et industriel ».

Selon la coopérative Cooperl :

« Le manque de rentabilité porte en germe des difficultés de renouvellement des éleveurs, avec en filigrane le risque d'une perte de production à moyen et long terme ».

Certes, dans le secteur porcin, les opérateurs porcins sont de taille beaucoup plus petite que leurs concurrents étrangers : Vion en Hollande, Danish-Crown au Danemark (22 millions de porcs/an), Campofrio en Espagne, etc.

Les enjeux de demain

L'agriculture française a fortement besoin de se restructurer et doit pour cela s'organiser elle-même, car rien n'est à attendre de Bruxelles, [sinon des contraintes](#).

La [nouvelle PAC](#) (2023-2027) qui n'a pas moins de dix objectifs divers et variés, et très généraux, est à caractère essentiellement écologique. Bruxelles se soucie avant tout de « renforcer les actions favorables à l'environnement et au climat ». Il n'y a donc rien, au plan stratégique, concernant l'agriculture du pays.

Les difficultés françaises, déjà grandes, vont être amplifiées par l'arrivée de l'Ukraine à qui l'Europe ouvre maintenant grand ses portes. C'est un pays agricole immense dont la surface agricole utilisée est de 41,5 millions d'hectares (contre 26,7 Ha pour la France), avec des terres extrêmement riches (60 % des surfaces sont du tchernoziom). Ce pays a hérité de la période soviétique de structures lui permettant d'être très compétitif, d'autant que la main-d'œuvre y est bon marché.

Quelles solutions ?

Pour être compétitifs, il faudrait faire grandir nos exploitations et les transformer en mégafermes pour jouer sur l'abaissement des prix par les volumes, c'est-à-dire chaque fois que des solutions existent, tirer parti des économies d'échelle.

Les Français y sont opposés, et on se heurte, de surcroît, en permanence à Greenpeace qui est très actif. Cette ONG a publié [une carte des fermes usines en France](#), soit autant de combats à mener contre l'« industrialisation » de l'agriculture. Partout, en France comme en Europe, les écologistes veillent au grain. Il faudra donc réhabiliter les produits issus des mégafermes dans l'esprit des Français, car ils se sont laissé convaincre que ces productions nuisent à la santé.

Sur les petites surfaces, et comme l'ont fait nos voisins Hollandais, les exploitants ont la solution de recourir aux serres : tomates, poivrons concombres, fraises, floriculture, etc. C'est de la culture très intensive aux rendements extrêmement élevés, et sans aléas, car tous les paramètres sont contrôlés : par exemple, dans le cas de la tomate, 490 tonnes de tomates par hectare, contre 64 tonnes en plein air, en Italie. Et, à la manière des Hollandais, il faudra que les exploitants s'intègrent dans des structures verticales leur indiquant ce qu'ils doivent produire, et prennent en charge la commercialisation des productions.

Pour l'élevage, pour autant de vaches laitières, de porcs, que de volailles, il y a la solution des fermes-usines.

Pour le lait, la norme est à des mégafermes de 1000 vaches, voire bien plus encore.

Pour les volailles, les élevages intensifs sont la règle, ce qui n'exclut pas que, marginalement, certains fermiers puissent adopter une stratégie de différenciation, comme c'est le cas, par exemple, avec les poulets de Bresse élevés en plein air.

En Espagne, à Sinarcas (près de Valence) a été créée une ferme comprenant sept batteries de 12 étages qui logent 150 000 poules pondeuses, soit un million de poules, les équipements ayant été fournis par Big Deutchman, une firme allemande de Basse-Saxe.

Pour les porcs, les mégafermes sont, là aussi, la solution : en Espagne, il existe un bon nombre de macrogranjas de 2200 truies et 40 000 porcelets.

La Chine, très gros consommateur de viande de porc, en est au gigantisme. Par exemple, à Ezhou, une entreprise privée (Yangseiang) a édifié la plus grande porcherie du monde : un bâtiment de 26 étages pouvant

loger 650 000 porcs. La firme Muyuan gère une ferme de 84 000 truies qui produit 2,1 millions de porcelets par an.

Enfin, pour les grandes cultures : blé, orge, avoine, maïs, colza, tournesol nécessitent des exploitations de 250 Ha, et pas moins, car c'est la dimension indispensable pour amortir les gros matériels : tracteurs surpuissants, moissonneuses batteuses, etc.

La politique du statu quo

Pour répondre à la révolte des agriculteurs, Gabriel Attal s'est prononcé en faveur de notre souveraineté alimentaire.

Nous n'en sommes pas là, mais des solutions existent pour avoir des prix compétitifs. Le chantier de restructuration de l'agriculture française est colossal. Quels pourraient bien être les acteurs de cette gigantesque révolution ? Il est à craindre que trop peu d'acteurs disposent des moyens financiers voulus. Nos dirigeants, tout comme la FNSEA, paraissent complètement dépassés par l'ampleur des problèmes à résoudre.

Nous allons donc rester là où nous en sommes, plutôt que se lancer dans ce colossal remue-ménage. Cela nécessite simplement que l'on continue à subventionner nos agriculteurs (la PAC, dont la France est le premier bénéficiaire), et que les Français veuillent bien payer plus cher les productions françaises que les produits importés. Ce n'est pas ce qu'ils font, car se posent à eux des problèmes de pouvoir d'achat et de fin de mois. Il faudrait, par conséquent, ériger des barrières douanières pour protéger notre agriculture des importations étrangères : mais l'Europe l'interdit. C'est la quadrature du cercle ! Alors, que faire ? On ne sait pas ! Pour l'instant, rien ne sera résolu, c'est plus reposant.

On va simplement parer au plus pressé :

repousser de dix ans l'interdiction d'emploi du glyphosate,

faire une pause dans l'application du Plan Ecophyto,

suspendre la mesure de gel de 4 % des surfaces agricoles,

reporter à plus tard la signature des accords avec le Mercosur, etc.

On demandera aux fonctionnaires de Bruxelles de bien vouloir alléger les procédures pour la taille des haies et le curage des fossés : un pansement sur une jambe de bois !